

RAPPORT (1997) DU COMITE DES PARTICIPANTS SUR L'EXPANSION DU
COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

1. Le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information, ci-après dénommé le Comité, a été établi conformément aux dispositions de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16), ci-après dénommée la Déclaration ministérielle, et aux dispositions relatives à la mise en oeuvre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (G/L/160), pour appliquer les dispositions des paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe de la Déclaration.
2. Le Comité a tenu trois réunions formelles en 1997: le 29 septembre, le 30 octobre et le 3 décembre. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/IT/M/1 à G/IT/M/3. Il a été convenu que M. A. Hoda (Directeur général adjoint) présiderait le Comité jusqu'à ce que celui-ci prenne une décision formelle concernant la question de la présidence.
3. Les représentants de tous les participants peuvent être membres du Comité. A sa réunion du 30 octobre 1997, le Comité a adopté son règlement intérieur, lequel prévoit que les Membres de l'OMC qui ne sont pas participants à la Déclaration ministérielle et les gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Conseil du commerce des marchandises peuvent obtenir le statut d'observateur auprès du Comité. Par ailleurs, les demandes de statut d'observateur émanant des organisations internationales intergouvernementales seront examinées cas par cas. A cette réunion, il a également décidé que l'Organisation mondiale des douanes (OMD) serait invitée à assister en qualité d'observateur aux réunions lorsque des questions de classification des marchandises ou de modification du SH figureraient à l'ordre du jour.
4. Lors de ses deux premières réunions, le Comité a examiné certaines questions d'organisation, concernant notamment la présidence, le règlement intérieur, le statut d'observateur, la distribution et la mise en distribution générale des documents, et a pris des décisions lorsqu'il y avait lieu.
5. Le Comité a également examiné l'état de la mise en oeuvre de la Déclaration ministérielle; la situation est résumée dans le document G/IT/1 et ses révisions. Il a été noté que la plupart des participants avaient présenté les documents officiels relatifs aux rectifications et modifications apportées à leurs listes afin d'incorporer les engagements découlant de la Déclaration ministérielle, et que, parmi ceux qui ne l'avaient pas fait, certains avaient indiqué qu'ils communiqueraient ces documents prochainement. Il a été noté en outre que les participants qui avaient engagé le processus d'accession à l'OMC mettaient en oeuvre les engagements sur une base autonome.
6. Conformément aux dispositions de la Déclaration ministérielle, le Comité s'est réuni avant le 30 septembre 1997 pour examiner la question des divergences relatives à la classification des produits des technologies de l'information. Il a pris note du document G/IT/2, ainsi que de ses corrigendum et addendum, qui donnent un aperçu des divergences dans la classification des produits visés à l'appendice B, et il est convenu de poursuivre ses travaux sur la question.

7. Le Comité a pris note que les participants avaient du 1er octobre au 31 décembre 1997 pour présenter des listes d'autres produits des technologies de l'information qui pourraient faire l'objet de concessions tarifaires additionnelles. Nombre de participants ont indiqué qu'ils poursuivaient leurs travaux dans ce domaine et précisé que leurs listes seraient communiquées prochainement.

8. Au cours de ses trois premières réunions, le Comité s'est également penché sur la question du futur programme de travail. Les participants ont fait part de leur intérêt pour l'examen des mesures non tarifaires, en citant spécifiquement les normes et les licences d'importation, et des questions liées aux moyens de répondre aux préoccupations des participants exportateurs, petits ou moyens, en ce qui concerne leurs droits au titre de l'article XXVIII. Pour ce qui est des produits visés, dont la liste figurait dans la Déclaration ministérielle, il a été convenu en outre qu'une enquête serait effectuée auprès des participants au sujet de l'utilisation des règlements techniques obligatoires, des procédures obligatoires d'évaluation de la conformité, ainsi que de l'application de deux normes spécifiques, à savoir CEI 950 et CISPR 22.

9. Le Comité a pris note du fait que la Lettonie et le Panama avaient exprimé l'intention de devenir participants à la Déclaration ministérielle.